

Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

CAMEROUN

Vent de terreur sur les journalistes

- Mimi Mefo, en service à Equinoxe, incarcérée pour « propagation de fausses nouvelles et atteinte à la sûreté de l'Etat » ;
- Joseph Olinga, employé au quotidien Le Messenger, torturé, gardé à vue puis accusé de « rébellion » ;
- Les réactions indignées de la corporation et de la classe politique.

Pages 4&5



Page | Elecam

9 | **La vie après la présidentielle**

Page | Lionnes indomptables

13 | **Bruits de primes dans la tanière**

PMUC.COM

BANKO

50 MILLIONS

VENDREDI 9 NOVEMBRE

SOYEZ PRÊTS

À GAGNER !

Fonds National de l'Emploi

À Son Excellence Monsieur Paul Biya
Président de la République du Cameroun



Monsieur le Président de la République,

Le Conseil d'Administration, la Direction Générale et tout le personnel du Fonds National de l'Emploi Vous félicitent pour votre brillante réélection à la tête de notre pays.

Nous Vous souhaitons bonne chance, et Vous rassurons que plus que par le passé, nous déploierons tous nos efforts pour le respect de vos engagements dans le domaine qui nous concerne.

En vous réitérant plein succès,

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre profond respect et de notre très haute considération.

La Direction Générale

Fonds National de l'Emploi. Un instrument de l'emploi au service de tous !



B.P. 857 - YAOUNDÉ - CAMEROUN
+237 222 230 585
+237 222 220 841
communication@sosucam.somdiaa.com

COMMUNIQUE DE PRESSE - PRESS RELEASE

La Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM), informe les distributeurs, les industries agro-alimentaires et les consommateurs de sucre au Cameroun, du démarrage effectif de la campagne sucrière 2018-2019 sur ses sites de Mbandjock et de Nkoteng depuis le 30 Octobre 2018.

Durant cette nouvelle campagne, avec plus de 7000 emplois directs ou de PME en co-traitance :

- 22 000 hectares de canne à sucre seront récoltés sur les deux sites,
- 1 400 000 tonnes de cannes seront coupées, transportées et broyées dans nos usines,
- Pour une prévision de plus de 130 000 tonnes de sucre produit.

Cette production s'ajoutant au stock actuel de 30 000 tonnes de sucre de la précédente campagne, SOSUCAM vous assure la disponibilité sans faille de tous ses produits et conditionnements sous la marque Princesse Tatie.

SOSUCAM renouvelle son ambition de produire un sucre d'excellence, à travers des critères de qualité et de satisfaction des consommateurs aux normes des standards internationaux.

The Cameroon Sugar Company (SOSUCAM) informs distributors, agri-food industries and sugar consumers in Cameroon of the effective start of the 2018-2019 sugar campaign at its sites of Mbandjock and Nkoteng since October 30, 2018.

During this new campaign, with more than 7000 direct employees or from SMEs in co-contracting :

- 22 000 hectares of sugar cane will be harvested from both sites,
- 1 400 000 tons of sugar cane will be cut, transported and crushed in our plants,
- For a forecast of more than 130 000 tons of sugar.

Since this production is in addition to the 30 000 tons of sugar stored from the previous season, SOSUCAM ensures the unfailing availability of all its various products and packagings under the brand name Princesse Tatie.

SOSUCAM renews its ambition to produce a sugar of excellence, through quality criteria and consumer satisfaction in line with international standards.

The Chairman and Chief Executive Officer

Louis YINDA



Siège Social: Nanga - Eloundou BP1 857 Yaoundé - République du Cameroun
Société Anonyme avec Conseil d'Administration au Capital de 27 521 110 000 F CFA
RC/YA/020148690 - N° Contribution N° 000000018888



La Can 2019 comme boussole du nouveau septennat

 Par Jacques Eric Andjick

Paul Biya a prêté serment comme président de la République du Cameroun, le 06 novembre dernier à l'Assemblée nationale. Agé de 85 ans, c'est la septième fois que celui qui est au pouvoir depuis 36 ans prêté serment en tant que chef de l'Etat. Il a été proclamé élu, le 22 octobre dernier par le Conseil constitutionnel avec 71,28% des suffrages, à l'issue d'une élection controversée. Toujours est-il que la boussole de ce nouveau septennat de Paul Biya, c'est le sport. Avec la Coupe d'Afrique des nations (Can) que doit abriter le Cameroun en juin-juillet 2019, le pays des Lions indomptables accuse du retard dans la construction des infrastructures diverses. De même que dans la Voirie et réseaux divers (Vrd). Mais les présidents des comités de sites que sont les gouverneurs de région multiplient les descentes sur le terrain pour vérifier l'avancée des travaux. Sans oublier le ministre des Sports et de l'Education physique, Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt, président du Comité local d'organisation de la Can (Cocan) qui sillonne sous pression, les différents sites.

Les responsables susmentionnés ont le feu aux fesses, pour parler vulgairement. Plus sérieusement, leur patron, le chef de l'Etat, ne tolérera pas une disqualification du Cameroun dans l'organisation du plus grand événement africain. C'est d'ailleurs pourquoi Paul Biya a reçu le 02 octobre dernier au palais de l'Unité, le président de la Confédération africaine de football (Caf) Ahmad Ahmad, qui a dénoncé plusieurs fois, le retard du Cameroun dans la construction des infrastructures dédiées à l'évènement. Un signe que Paul Biya fait de l'organisation de la Can, la boussole de ce nouveau septennat. C'est sans doute pourquoi sa victoire à la Présidentielle du 07 octobre dernier était impérative. Mieux que les élections municipales et législatives prévues également l'année prochaine, la Can 2019 est l'évènement politique par excellence de ce septième mandat. Au-delà du résultat sportif des Lions indomptables, elle sera utilisée par le pouvoir pour démontrer à la communauté internationale, notamment à l'Occident, le vivre ensemble au Cameroun. Surtout que le tournoi se jouera à Yaoundé dans la région du Centre,

à Douala dans le Littoral, à Garoua dans le Nord et à Limbé dans le Sud-ouest.

La dernière région citée est située en zone anglophone, une partie du Cameroun en proie à un conflit armé entre les combattants sécessionnistes et l'armée. Donc, l'organisation de la compétition dans la cité balnéaire du Sud-ouest sera une occasion de prouver que l'ancien Cameroun occidental est bien sous contrôle et que les images des tueries, enlèvements, exodes massifs des populations et autres ne reflètent pas la réalité du terrain. Certainement, des hautes instructions seront données à la société en charge de la distribution de l'énergie, pour que pendant la durée de la Can, il n'y ait pas de coupure d'énergie. Du moins dans les sites qui abriteront la compétition. Il en est de même de l'eau. Les coupures d'eau seront certainement moins régulières pendant le tournoi continental. Afin que nos visiteurs ne soient pas témoins de la défaillance dans la fourniture constante d'eau potable habituellement au Cameroun.

Toutefois, le réseau routier défectueux pourrait ne pas trouver de solution avant la Can. C'est pourquoi les ponts aériens seront utilisés. En dehors du trajet reliant Douala à Limbe effectué par route, les différentes délégations emprunteront l'avion pour changer de site. C'est sans doute à cet effet que l'aéroport de Bafoussam a été récemment rénové. Les axes reliant les lieux d'hébergement des délégations des stades à Douala, à Yaoundé, à l'Ouest et dans le Sud-ouest, seront certainement améliorés ou aménagés avant la compétition. Seules les zones et régions non-concernées resteront des parents pauvres. Tout comme des hôpitaux, plus que jamais ignorés par les grands commis de l'Etat et autres dirigeants qui préfèrent se soigner en Europe ou en Afrique du Sud. Toutefois, quelques formations sanitaires dites de référence, vont sans doute acquérir pour la circonstance, de nouveaux équipements dont les capacités seront vantées devant la presse. Donc tous les efforts du nouveau septennat seront concentrés sur l'organisation de la Can, occasion pour montrer l'unité, le développement, la cohésion sociale et la paix. Même si la dure réalité nous rattrape passé le mois du tournoi.

Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

Responsable Digital

Pascal Dibamou

Chroniqueurs

Jacques Eric Andjick

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

Caricaturiste

Robert Pougoué

RUBRIQUES

Politique

Jean De Dieu Bidias

Société

Paulette Ndong

Economie

Lucien Bodo

Education

Nadine Guepi

Tech & Web

Marguerite Papan

Culture

Marthe Ndiang

Sports

Dimitri Mebenga

Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

Rédaction

Wamba Sop, Ludovic Amara, Ibin

Hassan, Josiane Afom, Désiré

Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo,

Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud

Inang, Claude Olivier Banaken, Guy

Martial Tchinda, Florentin Ndatewou

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

Chef : Michel Ferdinand

Adjoint : Blaise Djouokep

CORRESPONDANTS

Grand Nord : Jacques Kaldaoussa

Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake

Est : Sebastian Chi Elvido

Sud : Guy-Roger Mvondo

Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing

Chef : Michael Brobst

Responsable Yaoundé : Augustine Nokam

Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

Suzanne Essono Nanga

Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric

FONING PEUT REPOSER EN PAIX



Incarcération de Mimi Mefo Takamdou

Longue attente dans le cachot

La journaliste en service à Equinoxe Tv et Radio, à Douala, a passé sa deuxième nuit à la prison de New-Bell pour « propagation de fausses nouvelles » et « atteinte à la sûreté de l'Etat ».



Par Michel Ferdinand

L'atmosphère qui règne à l'immeuble siège d'Equinoxe Tv au quartier Akwa à Douala ce jeudi, 08 novembre, traduit la « mort programmée » de la liberté de la presse au Cameroun. Au hall de ce grand immeuble, les collègues de Mimi Mefo Takamdou, incarcérée depuis la veille à la prison centrale de New-Bell pour « atteinte à la sûreté de l'Etat » et « propagation de fausses nouvelles », échantent, stupéfaits, sur l'avenir d'une profession menacée de disparition. La lecture des faits est quasiment la même pour les reporters et responsables de la rédaction qui sortent d'une concertation sur l'unique sujet du jour.

Une visite a été rendue à Mimi Mefo au bagnon de New-Bell par une délégation conduite par Sévérin Tchounkeu, le président directeur général du groupe Equinoxe. A la prison de New-Bell, rapporte notre source, la journaliste s'est montrée plus confiante que jamais. Surtout qu'elle ne se reconnaît pas dans les faits qui lui sont reprochés. Elle a entamé sa seconde nuit dans cette maison d'arrêt hier nuit dans la dou-

leur, dit-on, d'une innocente. Des « motoximen » qui ont l'habitude de la côtoyer ont dû se rassembler pour collecter un peu d'argent, afin de lui permettre de tenir financièrement. En attendant que justice soit faite, la visite des collègues s'est achevée dans l'espoir d'une libération immédiate. L'audition de Mimi Mefo, tout comme sa convocation, mobilise les journalistes membres du Syndicat national des journalistes du Cameroun (Snjc) présidé par Denis Kwebo.

Reste que la journée de mercredi dernier a laissé un souvenir mélancolique dans le monde des médias au Cameroun. « Je dois vous avouer que c'était une journée assez fastidieuse. C'était même presque inédit. Nous sommes arrivés hier (07 novembre 2018, ndlr) à la légion de gendarmerie, où l'enquête était confiée au commandant en second de cette unité. L'accueil était chaleureux, elle a été ouverte officiellement autour de 14h15. Cette enquête a duré à peine 30 minutes, parce que l'option qui a été choisie par Mimi Mefo a été de garder silence », témoigne Me Fénélon Mahop Sen, l'un des

membres du collectif des avocats engagé dans la défense de Mimi Mefo. Avant de renchérir : « Et la loi le lui permet. L'article 116 du Code de procédure pénale dit que lorsqu'on vous notifie les faits qui vous sont reprochés, l'officier de police judiciaire a l'obligation de vous proposer les options possibles. Sous le contrôle des conseils dont je fais partie, elle a choisi de garder silence. Et au bout de 30 minutes comme indiqué plus haut, c'était fini. L'enquête était bouclée ».

Rien n'indique que l'étau va se resserrer autour d'une journaliste connue pour son professionnalisme. « En réalité dans ce genre de situation, on s'attend à ce que la mise en cause soit libérée ou encore que la cause soit déferée au procureur de la République qui était pour la circonstance le commissaire du gouvernement. Parce que, semble-t-il, il aurait été saisi d'une dénonciation pour décider d'instruire cette cause et de la confier à l'unité de gendarmerie », poursuit-il. Peine perdue. Mimi Mefo est retenue derrière les barreaux. La première audience liée à son affaire s'ouvre lundi prochain devant le tribunal militaire de Douala.

Me Fénélon Mahop Sen

Nous battre pour qu'elle puisse comparaître libre

L'ancien rédacteur-en-chef d'Equinoxe Tv et membre du collectif des avocats qui assurent la défense de Mimi Mefo, regrette la régression des libertés.



Par Michel Ferdinand

Vous avez passé une soirée embarrassante avant-hier, laquelle a conduit à l'incarcération de Mimi Mefo...

Nous sommes restés en attente pendant des heures à la légion de gendarmerie, sous prétexte que le procès-verbal de l'enquête préliminaire était à la saisie. Vers 18h, le colonel chargé de cette enquête préliminaire s'est présenté à nous avec une notification du procès-verbal de garde à vue. Toute chose que nous avons trouvée curieuse. Parce que nous étions déjà au-delà des heures légales. Et sous notre contrôle une fois de plus, la mise en cause a refusé de signer le procès-verbal de garde à vue. Nous avons demandé au colonel chargé de l'enquête de quoi cela retourne. Est-ce le reproche qui lui est fait d'avoir relayé une information placardée sur son mur, en prenant bien entendu la précaution de citer la source ? Ou alors il s'agit d'autres choses. Je vous rappelle de passage qu'elle est auditionnée pour propagation de fausses nouvelles et cybercriminalité. Encore qu'on ne sait pas en quoi consiste l'infraction de cybercriminalité.

On s'est laissé entendre que le commissaire du gouvernement a instruit qu'on lui présente la suspecte et que les avocats qui l'assistent l'accompagnent. Nous avons fait entendre, et droit et raison, au commandant en second, en lui faisant observer que les infractions pour lesquelles la mise en cause est poursuivie, ne ressortissent pas de la compétence du tribunal militaire parce qu'elles relèvent du droit commun. Deuxièmement, si je prends le cas de propagation de fausses nouvelles, c'est un délit qui est réprimé d'une peine qui ne dépasse pas deux ans. Et dans ce cas, la loi dit qu'on a la possibilité de ne même pas comparaître, de se faire représenter parce que la peine ne dépasse pas deux ans. Troisièmement, la suspecte offre des garanties de représentation en justice. Elle a une résidence professionnelle connue parce qu'elle est journaliste d'un groupe de médias, elle a un domicile bien connu. Il fallait tout simplement appliquer la loi qui indique clairement que la liberté est le principe et la privation des libertés en est l'exception.



Vos plaidoiries sont restées vaines...

C'est comme si on prêchait dans le désert. Après une longue période d'attente, où la suspecte elle-même, déjà embrigadée, n'a même pas la possibilité de boire de l'eau. Nous sommes partis de 14h à 20h30 au sein de cette unité. C'est sous la pression du collège des conseils qu'on se déporte de la légion pour le tribunal militaire. Effectivement, toutes les modalités (précautions sur le plan administratif et judiciaires) sont prises. Le commandant qui entre dans le bureau du commissaire du gouvernement pour les formalités requises. Il en ressort. Et lorsque nous parvenons à entrer, le commissaire du gouvernement est surpris de nos présences. Il dit que l'information n'est pas remontée à lui. En réalité, il ne s'attendait pas à nous recevoir tous. Alors, chacun à son tour, s'est battu à tenir pratiquement le même discours que celui délivré devant l'officier de police judiciaire, le commandant en second de la légion de gendarmerie du Littoral. Nous n'avons pas été entendus. Nous avons même actionné la brèche d'une grave atteinte aux libertés

individuelles, publiques et aux droits de l'Homme. Le Cameroun ne vit pas dans un vase clos, il a ratifié des traités et des conventions au plan international qui interdisent les tribunaux militaires de juger des civils. Nous sommes sortis dans l'espoir que nous nous sommes fait comprendre et que la mise en cause serait immédiatement relaxée. Malheureusement, elle sera appelée par le commissaire du gouvernement qui va lui notifier son mandat de dépôt.

La charge retenue était-elle la même que celle au cours de l'enquête préliminaire ?

La charge étant cette fois-ci atteinte à la sûreté de l'Etat. Nous sommes partis de la propagation de fausses nouvelles et cybercriminalité à l'atteinte à la sûreté de l'Etat. Sans que nous comprenions très bien ce qui a présidé à cette requalification. Parce que les faits n'ont pas changé. Alors on est avocat et que peut-on bien faire en ce moment-là. On est en même temps respectueux des institutions de notre pays, mais chose écœurante, elle est menottée, immédiatement après avoir signé son mandat de détention provisoire. Pour être conduite à la maison d'arrêt et y être incarcérée.

Que prévoit la suite dans cette affaire ?

Nous avons un collège d'avocats qui se nourrit des membres tous les jours, pour défendre cette cause. Lorsqu'on parle de libertés individuelles c'est tout le monde qui doit se sentir interpellé. C'est Mimi Mefo aujourd'hui, ça pourra être quelqu'un d'autre demain. La suite c'est qu'on nous a communiqué que la date de sa première audience au tribunal militaire c'est lundi prochain. Nous sommes en train de nous battre, en utilisant tous les moyens de droit possible, Nous avons deux jours (hier jeudi et ce vendredi) pour obtenir cette libération immédiate pour qu'elle puisse comparaître étant libre. Nous espérons, parce que nous croyons encore une fois, sauf preuve du contraire, que nous sommes dans un Etat de droit où la loi est une réalité existante, même si sa manipulation pose un problème. C'est en cela que réside notre espoir.

Arrestation de Mimi Mefo

Condamnations en cascade

En plus des journalistes et des syndicats, plusieurs personnalités politiques s'insurgent contre cette atteinte à la liberté de la presse.

 Par Lucien Bodo

Le cyberspace camerounais n'a pas encore fini de trembler. Depuis mercredi soir, les messages de consternation sont légions sur la toile suite à la mise en détention de Mimi Mefo dans les sombres geôles de la prison centrale de New-Bell. Sur Twitter comme sur Facebook, journalistes et anonymes ont condamné avec force cette atteinte à la liberté de la presse. Divers Hashtag ont accompagné les messages de soutien : « #FreeMimi-Mefo, #JournalistsNotACrime, #PressFreedom, etc. ». Les mouvements syndicaux sont également entrés en action. Dans un communiqué, le Syndicat national des journalistes du Cameroun (Snjc) « exige sa libération sans condition et l'arrêt des poursuites judiciaires ». Le Snjc estime que Mimi Mefo « n'a commis aucune faute professionnelle [et] dénonce une menace permanente sur les médias dans le seul but de faire régner une atmosphère de crainte et d'autocensure ». Ce mouvement syndical appelle par conséquent les journalistes et les médias à boycotter toutes les activités du gouvernement pendant les 10 prochains jours. Allant dans le même sens, la Cameroon Association of english speaking journalist, dont Mimi Mefo est membre, exige elle aussi sa « libération immédiate ». Idem pour l'Organisation non-gouvernementale « Reporters sans frontières » qui estime que « les journalistes qui cou-

vent la crise anglophone ne sont pas des criminels ». Du côté des politiques, Kah Walla est la première personnalité politique à crier son indignation à peine quelques minutes après la mise en détention de la présentatrice vedette d'Equinoxe Télévision. « Quand les journalistes commencent à avoir peur de couvrir l'actualité politique, ce sont les citoyens qui souffrent », prévient-elle sur son compte Twitter. A travers une déclaration publiée sur Facebook par son porte-parole, Maurice Kamto condamne lui aussi cette arrestation. Pour lui, cette journaliste « paie pour l'indépendance et l'équilibre avec lequel elle et la maison qui l'emploie traitent de l'actualité politique camerounaise récente et celle en cours ». « J'invite toutes les Camerounaises et tous les Camerounais à joindre leurs voix à la mienne en faveur de la libération de Mimi Mefo, car on n'emprisonne pas un journaliste simplement parce qu'il a fait son travail », conclut-il. Pour Joshua Osih, « son travail devrait mériter des éloges. Au contraire, elle récolte la prison ! C'est inacceptable et j'appelle comme beaucoup d'entre vous à sa libération ». Son camarade du Social Democratic Front, Joseph Wirba, lui emboîte le pas. « La détention de Mimi Mefo est une attaque directe envers

la presse. Lorsque le droit de s'informer est bafoué, le droit de s'exprimer et la liberté de la presse sont en danger, toutes les autres libertés sont en danger », met en garde le député. L'on note par ailleurs un communiqué du Manidem qui « condamne l'embastillement de la journaliste Mimi Mefo [et] Demande la libération sans condition de la journaliste et un examen plus équilibré de son cas ». Enfin, le Groupe Equinoxe a publié un communiqué en fin d'après-midi dans lequel il exige la mise en liberté immédiate de son employée. Et comme un message fort, la chaise du journal du soir en anglais est restée vide en signe de contestation.

Trajectoire

Qui est Mimi Mefo ?

 Par Paulette Ndong

Depuis mercredi dernier, Mimi Mefo, journaliste en service à Equinoxe Télévision et Radio, est écrouée à la prison centrale de New-Bell à Douala. Très active sur les réseaux sociaux où, elle anime entre autres le site « mimimefoinfos.com », créé il y'a quelques mois, la native de l'arrondissement de Baleng dans le département de la Mifi, région de l'Ouest a obtenu son GCE A à Bali Nyonga dans le Nord-Ouest Cameroun. Après ce diplôme, elle s'inscrit au département de « Journalism and Mass Communication » à l'Université de Buea et ressort en 2011 nantie d'un Bachelor.

Ledit parchemin va lui ouvrir les portes du monde professionnel. C'est ainsi qu'elle fait ses premiers pas à HI TV. La journaliste y exerce pendant un an, avant de rejoindre le bureau anglais de la télévision et de la radio Equinoxe à Douala. Dans ce média privé, Mimi Mefo va assumer différentes responsabilités telles que la présentation des informations télévisées et radiophoniques, la réalisation de reportages sur le terrain, la représentation du groupe dans certaines activités sociales et humanitaires. Un parcours professionnel qui se verra complété



avec la réalisation de nombreuses enquêtes notamment, dans le cadre de la crise anglophone. A titre d'exemple, le 11 février dernier, elle a fait partie de l'équipe de reporters d'Equinoxe Tv qui a été envoyée sur le terrain pour « rendre compte » de la situation à Batibo, arrondissement du Nord-Ouest, où le sous-préfet, Namata Diteng a été enlevé puis assassiné.

Intimidations

D'autres journalistes dans le viseur

 Par Blaise Djouokep

La série noire des journalistes commence le dimanche 21 octobre au rond-point Dakar, dans l'arrondissement de Douala 3è. Il est environ 16h. Josiane Kouagheu, journaliste correspondante de Reuters et Le Monde Afrique est interpellée, alors qu'elle assure la couverture médiatique du meeting interdit de Jean Michel Nintcheu, député SDF qui entendait manifester pour dénoncer les fraudes et irrégularités enregistrées pendant le processus électoral du 07 octobre dernier. Autant qu'elle, son collègue et son chauffeur sont également embarqués dans une unité de surveillance du territoire, puis à la police judiciaire avant d'être libérés. Le même jour, Le Prince Fogue exerçant au quotidien Le Messenger sera lui aussi interpellé et remis en liberté après avoir été entendu.

Plus tard, Mathias Mouendé Ngamo, journaliste au quotidien Le Jour est interpellé alors qu'il couvre la marche initiée par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) contre le « Hold-up électoral », le samedi 27 octobre dernier. Il recouvre lui aussi sa liberté après avoir été entendu sur procès-verbal. Joseph Olinga Ndoa, journaliste exerçant au quotidien Le Messenger à Bafoussam aura moins de chance. Le 03 novembre vers 23h, ce membre du bureau exécutif national du Snjc a été tabassé par des gendarmes à Bafoussam, accompagnés du 1er adjoint préfectoral de la Mifi, alors qu'il était en compagnie des confrères pour vérifier l'effectivité de l'arrêté préfectoral fixant exceptionnellement pour ce jour-là, la fermeture des débits de boisson à 21h. Libéré lundi dernier, Joseph Olinga a comparu hier jeudi devant le Tribunal de première instance de Bafoussam pour « rébellion simple et outrage à fonctionnaire ». L'affaire a été renvoyée au 13 décembre prochain pour comparution des témoins et défaut de plainte.



Joseph Olinga. Un autre cas inquiétant.

Douala

On patauge au carrefour «Cité des palmiers»

La moindre pluie qui s'abat provoque l'inondation de la rivière Kondi et paralyse la circulation sur la déviation aménagée à cet endroit.



Par Renaud Inang

La grande foule est visiblement inquiète au lieu dénommé carrefour « Cité des palmiers » à Douala mardi, 06 novembre vers 17h. Puisque le courant d'eau qui traverse la déviation aménagée sur la rivière Kondi est de nature à briser l'élan des usagers qui veulent se rendre à l'autre rive. L'eau est sortie de son lit habituel, après la pluie qui s'est abattue sur la ville quelques heures plus tôt, paralysant ainsi la circulation routière.

Une situation qui affecte également le trafic automobile, interrompu pendant des heures sur cet embranchement qui relie certains quartiers des arrondissements de Douala 3e et 5e à Ndokoti. L'inondation y sévit au point de contraindre chacun des usagers à trouver une astuce pour franchir l'obstacle. Les plus audacieux, chaussures entre les mains pataugent dans cette eau sale sur une distance d'environ 10 mètres, avec une profondeur au-dessus de 30 centimètres. Tandis que les autres se font transporter au dos par des riverains et badauds, moyennant une somme de 200 Fcfa, par personne et par « voyage ». « Je me suis déchaussée pour traverser à cet endroit », témoigne une dame qui se nettoie les pieds non loin.

Sur les lieux, mercredi dernier, une couche de 0,40 cm a été déversée le long de cette voie par l'entreprise des travaux publics chargée de la construction d'un pont audit carrefour. Mais, le scénario de la veille [mardi] alimente encore les conversations des riverains et autres conducteurs de motos-taxis fréquents à ce carrefour. A en croire cer-



Sauve qui peut !

tains, la moindre pluie qui y tombe paralyse la circulation. Nombre d'usagers ont encore en mémoire l'inondation survenue au même endroit, dans la matinée du vendredi, 02 novembre dernier, après une forte averse. « J'ai contourné par Beedi pour rallier Ndokoti ce jour-là », se rappelle une dame. Les riverains du coin ont aussi vécu un calvaire similaire au mois de septembre dernier.

L'interruption de la circulation au carrefour "Cité des palmiers" favorise très souvent la hausse des tarifs de ramassage par taxi, qui passent du simple au double en fonction de la destination. « Un chauffeur m'a demandé de payer 500 Fcfa pour me rendre à Pk13 hier (mardi Ndlr), alors que le tarif habituel est de 250 voire 300 Fcfa », déplore un usager. D'autres par contre, regrettent le retard qu'accusent les travaux de construction du pont sur la rivière Kondi. Le chantier qui a démarré depuis bientôt deux ans, avance toujours à pas de tortue, enregistrant plusieurs arrêts.

Nord-Ouest

Le sous-préfet de Noni libéré



Par Cyril Marcel Essissima

Retenu captif depuis le 03 novembre dernier par les sécessionnistes, le sous-préfet de Noni, dans le département du Bui, région du Nord-Ouest, a enfin retrouvé la liberté le 07 novembre dernier. Présenté par les forces de défense et de sécurité, Ngwa Martin Majong, est apparu véritablement mal en point. On a pu le voir avec deux bandages au niveau du visage et soutenu par les éléments des forces de sécurité.

Dans un Tweet de l'armée camerounaise du mercredi 08 novembre, le chef de terre originaire de Bafut « a subi des sévices corporels : blessé par plombs à la jambe droite, multiples blessures par gourdin et cross fusil artisanal sur la tête, bras gauche et plante de pied ». À titre de rappel, l'administrateur civil avait été enlevé à Mbokevou au cours d'un contrôle érigé par des séparatistes, alors qu'il revenait de Yaoundé à bord de son véhicule. Cette libération est intervenue le même jour que celle des 79 élèves de la Presbyterian Secondary School de Nkwen à Bamenda, enlevés deux jours plus tôt, toujours dans la même région.



Ngwa Martin Majong.

Rafle

25 personnes interpellées à Bonabéri

Les reproches sont entre autres, la consommation du chanvre indien, la détention des stupéfiants et le défaut de carte nationale d'identité.



Par Tatiana Ngnombouwo

Le réveil a été pénible aux premières heures de la matinée du 05 novembre dernier pour les résidents du quartier bilingue, notamment à « Forêt-bar » et « entrée Matango » au quartier Bonabéri à Douala. Puisque ce bled a été quadrillé par les éléments du Groupement de gendarmerie territoriale de Douala. Au point où au niveau des différentes issues, la présence des hommes au béret rouge était remarquable. Une posture dissuasive qui en rajoutait à la forte mobilisation des véhicules de la gendarmerie nationale à l'instar des « Pick-up » et camions.

Une rafle qui a commencé plus tôt vers minuit dans ce quartier de Douala 4ème, avant les perquisitions enregistrées dans les domiciles privés au lever du jour. Ces gendarmes prenaient soins de se présenter. « Pouvons-nous entrer ? ». A cette question, aucun habitant ne pouvait répondre par la négative. Toutes les maisons sont passées au peigne fin. « Ils sont entrés chez moi et ont soulevé les

lits, fouillé tout, jusqu'aux sacs et valises », informe une habitante. A côté, les gendarmes exigent les factures des appareils. « Ils m'ont demandé celles du téléviseur et appareils de sonorisation. Heureusement pour moi, j'en avais », se réjouit Augustin T. Alors que Olivier N. a failli voir embarquer sa moto. « Je n'avais pas les papiers de la moto. J'ai dû appeler celui à qui j'avais acheté pour qu'il vienne confirmer qu'effectivement la moto c'est la mienne », explique ce jeune homme. Les jeunes qui trainaient dans des carrefours au petit matin ont été également interpellés. Soit au total 25 personnes. « Cette descente s'effectue dans le cadre du renforcement des mesures sécuritaires dans la zone de Bonabéri, réputée criminogène », explique une source proche de la gendarmerie. « Il y a eu vingt-cinq interpellations pour divers motifs : consommation du chanvre indien, détention des stupéfiants, défaut de Carte nationale d'identité (Cni) et vagabondage », précise notre source.

Réseaux sociaux

Les coaches de vie ont la cote

Ces hommes et femmes sont sollicités et suivis pour la qualité de leurs conseils et astuces sur la toile.

 Par Marguerite Papan

« Ne négligez pas un problème évident parce que vous êtes pressés de vous marier, si vous voulez vraiment être en paix dans votre mariage. Faites très attention à qui vous choisissez comme épouse ou époux car votre bonheur et votre tristesse en dépendent. La plupart des problèmes de couple existaient déjà avant le mariage ». Le message publié par Coach Thierry Pat sur sa page Facebook semble avoir saisi plusieurs followers. « C'est vrai, je paie le prix fort », commente une internaute. Des conseils comme celui-ci, Coach Thierry Pat en donne sur sa page spécialisée dans les astuces et conseils pour améliorer sa vie de couple. Il a d'ailleurs créé une autre « Les anonymes de Coach Thierry Pat », sur laquelle il demande de « partager vos problèmes pour trouver une écoute et des solutions grâce aux membres du groupe ». Avec plus de 150 000 membres, le jeune homme est très suivi sur Facebook. Comme lui, les coaches de vie ont le vent en poupe sur la toile. Leurs conseils semblent toujours tomber à pic. L'on dirait qu'ils connaissent votre vie et savent ce que vous voulez entendre. « Elle est vraie, pertinente et prodigue de très bons conseils », fait savoir une abonnée de la page de Lady Sonia. Les coaches de vie sur les réseaux sociaux ont su s'immiscer dans le quotidien des internautes. Coach

Thierry Pat, Lady Sonia, Serge Koukougnon, Zack Mwekassa, séduisent la toile au fil des jours par leurs publications et les thèmes qu'ils choisissent d'aborder. Leur but est de booster la motivation de leurs followers. Les plus abordés sont les problèmes de couple, les problèmes de famille et professionnels. « Amen au coach Lady Sonia pour tous ses conseils qui nous poussent à se surpasser », réagit un autre internaute. « Elle est très véridique et ses leçons servent dans la vie de couple mais également dans la vie personnelle », parlant de celle qui est suivie par plus de 600 000 personnes.

Le profil de ces « professionnels » qui ont choisi d'accompagner sur le plan émotionnel des personnes qui rencontrent des difficultés est généralement le même. Ils se présentent comme des penseurs, conférenciers, éducateurs, auteurs. Serge Koukougnon suivi par 1815 personnes et Zack Mwekassa (de « l'université de la vie ») avec plus de 400 000 followers et Lady Sonia sont par ailleurs devenus des écrivains. Avec « Devenir la meilleure version de soi-même » pour le premier, « Réveillez le champion qui est en vous » pour le second, « Authentique » pour le 3^e, ces coaches de vie y perpétuent leurs conseils et cette fois-ci pas qu'aux abonnés de la toile.



Un exemple de conseil de vie.

Sylvie Marie Nga Metomo

Cela peut s'avérer dangereux

Psychologue, elle présente les conséquences que pourrait avoir la ruée des internautes vers les coaches de vie sur les réseaux sociaux.

 Par Perrine Masso

Qu'est-ce qui explique une telle émulation des coaches de vie sur les réseaux sociaux ?

Je crois qu'il est d'abord important de définir ce que c'est que le coaching de vie. Le coaching de vie c'est cet accompagnement là qu'un personnel quelconque qui a appris à faire du coaching en dehors du psychologue (par exemple un psychothérapeute) fait. Et le coaching de vie s'adresse particulièrement aux personnes en difficultés qui ont des problèmes d'adaptation ou qui vivent des situations de crise. Cette dernière peut être même au niveau personnel. Ça veut dire que vous n'arrivez plus à comprendre votre vie ou à la gérer. Le coaching va donc vous permettre de surmonter ces événements de la vie en se centrant uniquement sur les solutions. Il obéit à ce qu'on appelle souvent « relations d'aide » en psychologie. Cependant, dans sa pratique, il faudrait qu'il y ait au moins une personne bien outillée dans l'écoute interpersonnelle et dans le diagnostic psychologique des problèmes des uns et des autres. A la base on pourrait dire que le coaching doit être prescrit par un psychologue.

Pourquoi ces coaches de vie sont-ils autant suivis ?

Vous savez qu'actuellement les réseaux sociaux ont le vent en poupe. Le coaching à travers ces plateformes a ceci de particulier qu'il prend à la volée (on peut dire à la volée parce que pour une bonne consultation d'une situation psychologique il faut absolument une relation interpersonnelle poussée, une écoute vraiment empathique par un professionnel qui sait écouter et qui peut bien diagnostiquer les



problèmes que vous avez). Parce que, par le coaching via les réseaux sociaux, on pourrait biaiser certains éléments de l'observable (c'est tout ce qu'on peut voir en l'individu au moment où on l'écoute : la gestuelle, la mimique et tout le reste). En effet, il ne s'agit pas simplement de poser un problème pour être coaché. Il faut tout d'abord passer par un travail d'écoute et un diagnostic.

Ce qu'ils disent mérite-t-il d'être pris en compte ?

On ne saurait dire de façon péremptoire que ce que les

coaches en ligne font n'a pas de fruit ou alors qu'ils ne méritent pas d'être écoutés. Pour le faire, il faudrait d'abord réaliser une étude et voir ce qu'ils proposent aux personnes qui les abordent et qui trouvent des solutions. En fait, il y a lieu de noter que ça épouse l'air du temps. On pourrait aussi dire que sur le coup, avec ces personnes qui peuvent se sentir à l'immédiat assistées, écoutées sur les réseaux sociaux, on court le risque avec notre société actuelle, de vivre des situations où des gens n'ont plus personne pour leur prêter une oreille. Et qu'en un clic sur Youtube par exemple, ils peuvent trouver des gens qui sont là pour les écouter et qui leur proposent des solutions sans toutefois maîtriser leur milieu socio psychologique. Pourtant, un bon psychologue c'est celui qui maîtrise bien votre milieu de vie, les interactions, les us et les coutumes qui y sont en vigueur.

N'existe-t-il pas de risques pour les citoyens à suivre ce genre de personnes sur les réseaux sociaux ?

On ne peut être tranché en disant qu'il y aurait ou pas un risque. Mais à voir un peu l'ampleur de la situation, il est question de véritablement tirer la sonnette d'alarme et de montrer à nos concitoyens que, le coaching par les réseaux sociaux pourrait être dangereux parce que, le coaching entre directement en contact avec votre esprit et votre être. Si au lieu de vous aider à résoudre un problème, on vous donne la possibilité de changer pour devenir une toute autre personne, cela peut vous déstabiliser sur plan psychologique.

Législatives et municipales 2019

Le nouveau défi déclaré de Cabral et Matomba

Exit l'élection présidentielle, les deux ex-candidats vont à la conquête de mandats locaux.



Par Cyril Marcel Essissima

Respectivement troisième et huitième à l'issue du scrutin présidentiel du 07 octobre dernier, avec notamment 6,28% et 0,56% des suffrages exprimés en leur faveur, Cabral Libii et Serge Espoir Matomba veulent capitaliser les retombées de cette expérience, en mettant le cap sur les législatives et municipales ; prochaines échéances électorales en vue. En effet, Cabral Libii, à travers son Mouvement « 11 millions de citoyens », a lancé le week-end dernier à l'intention des jeunes, « un appel public à candidatures aux législatives et municipales de 2019 ». L'objectif visé selon lui, est d'engranger pour le compte de son organisation, « 90 députés et 200 mairies » à travers le territoire national. Un projet ambitieux qui commence à trouver écho sur les réseaux sociaux en l'occurrence, au vu du foisonnement des candidatures déjà déclarées. Il a même fallu une note circulaire du secrétaire général du Mouve-



Cabral Libii et Serge Espoir Matomba.

ment « 11 millions de citoyens », Aristide Eko'o, signée le 02 novembre dernier pour discipliner les appétits. Joint par téléphone, il précise que pour l'heure, les modalités ne sont pas encore établies. « Il y aura une sélection des candidatures le moment opportun », précise-t-il. Aspirant au même dessein, le premier secrétaire du Peuple

uni pour la rénovation sociale (Purs), Serge Espoir Matomba, avait initié un an plus tôt, précisément le 12 novembre 2017, la campagne « 300 maires et 100 députés en 2019 ». Un appel également réactualisé à l'endroit des jeunes en ces termes : « Si tu as 23 ans et plus, tu peux être conseiller municipal, maire ou député ». Une ambition rappelée le week-end dernier par Serge Espoir Matomba à ses compatriotes. Par ces initiatives, ces deux jeunes leaders politiques entendent faire davantage le contrepoids à l'ultra dominance du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). A en croire l'homme politique Abel Elimbi Lobe, le Rdpc pèse lui seul, 8685 conseillers municipaux sur 10.626 au total, 148 députés sur 180 élus de la nation, et contrôle 303 communes sur les 360 que compte le Cameroun. Autant dire qu'il y aura fort à faire pour ces deux jeunes loups aux dents longues.

Ndé-nord

Le Rdpc mobilisé derrière Paul Biya

Entre liesse et allégresse, les militants ont exprimé leur profonde gratitude au président de la République, le 06 novembre dernier.



Par Robert Nkaké, à Bangangté

Les militants et sympathisants du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) à Bangangté, dans le département du Ndé, à l'Ouest, ont confirmé que « la force de l'expérience est au service de la nation ». C'était au cours de la célébration de l'an 36 de l'accession au pouvoir du chef de l'Etat, le 06 novembre dernier. A la place des fêtes de Bangangté, la cérémonie très courue a donné lieu au visionnage public et en direct de la 8ème prestation de serment de Paul Biya en tant que président de la République. En direct, les yeux rivés sur le grand écran, le roi, Sa majesté Njimonluh Séidou Pokam, est très attentif au message du chef de l'Etat. Bien qu'étant absent de corps, l'heureux élu est fortement ovationné. L'on a largement profité de l'occasion pour célébrer la victoire du président national du « parti du flambeau argent » à la dernière élection présidentielle. Brandissant l'arbre de la paix, les militants du Rdpc ont de nouveau déploré non seulement les exactions et les atrocités commises par des groupes sécessionnistes dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest,

mais aussi les « appels au soulèvement » lancés par un candidat malheureux au scrutin du 07 octobre dernier. « La bataille pour le développement se passe sur le terrain et non sur les réseaux sociaux », a lancé le maire de Bangangté, Célestine Ketcha Courtès, à l'endroit de la diaspora camerounaise, qui multiplie des manifestations à travers les villes européennes pour que les résultats de dernière élection présidentielle soient annulés. L'occasion a permis de présenter tous ceux qui ont mouillé le maillot lors de la campagne électorale de Paul Biya dans cette circonscription électorale. Il s'agit, entre autres, du président de la section Rdpc Ndé-nord, Jonas Kouamo et



Des militants du Rdpc en liesse.

de Célestine Ketcha Courtès. La fête a été meublée par des prestations artistiques qui se sont poursuivies dans la soirée, avec un concert auquel a pris part l'artiste musicien Mathématik de Petit-Pays.

Guinée équatoriale

Il y a près de deux mois, deux opposants équato-guinéens se sont volatilisés alors qu'ils étaient de passage à Lomé, au Togo. Tous deux membres de la Coalition d'opposition pour la restauration d'un Etat démocratique en Guinée équatoriale (Cored, principale organisation d'opposants), Fulgiencio Obiang Esono, ressortissant italien d'origine équato-guinéenne, et Francisco Micha, résident espagnol, n'ont plus donné de nouvelles depuis le 18 septembre, selon Jeune Afrique. Le 3 novembre, poursuit le site internet du journal panafricain, l'avocat Fabian Nsue Nguema assurait que les deux hommes « ont été arrêtés et conduits vers Malabo ». Une information que se sont refusées à confirmer officiellement les autorités équato-guinéennes comme togolaises, qui n'évoquent le dossier que « off the record ».

Madagascar

Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana sont au coude à coude après le premier tour de l'élection présidentielle à Madagascar. Les deux frères ennemis et anciens chefs de l'Etat malgaches sont en tête du scrutin, selon des résultats partiels publiés hier jeudi par la commission électorale de ce pays coutumier des crises politiques. Le premier obtient 43,5% des suffrages et le deuxième 42,44%, selon des résultats qui portent sur 147 des 24.852 bureaux de vote. Très loin derrière, en troisième position, arrive l'ex-président Hery Rajaonarimampianina (2014-2018), qui décroche 2,93% des voix, a précisé la commission électorale nationale indépendante (Ceni). Le taux de participation provisoire s'établit à 47,18%.

Elecam

La vie après l'élection présidentielle

En attendant la reprise de la révision des listes électorales en janvier prochain, des réunions d'évaluation du dernier scrutin présidentiel se multiplient.

 Par Jean-Christophe Ongagna

Sège de Elections Cameroon (Elecam), au quartier Bastos à Yaoundé, le 1er novembre dernier en début d'après-midi. Un calme relativement plat est observé quand le reporter de Mutations arrive sur les lieux. Depuis l'extérieur, une couche de peinture aux tons blanc et rouge redonne fière allure à la clôture de la bâtisse. Pareil pour la couleur beige utilisée à l'intérieur. Installés à la guérite, les éléments de la police commis à la garde sont en poste. Comme à l'accoutumée, ils filtrent les entrées et sorties des usagers. Il faut montrer patte blanche pour avoir accès à l'intérieur. Ici justement, des grandes affiches plaquées sur l'un des murs de la clôture et sur la bâtisse sont visibles. Elles rappellent - en langues française et anglaise -, l'opération de sensibilisation menée par les équipes de Elecam et en direction des citoyens, pour le scrutin du 07 octobre dernier. Au rez-de-chaussée de l'immeuble, il y a une forte activité. Dans les couloirs, des va-et-vient incessants des agents de l'organe en charge de l'organisation et de la supervision du processus électoral. Les quelques bureaux entrouverts laissent apercevoir des personnels affairés. Au premier étage, le directeur général des élections est présent, souffle-t-on.

On n'est plus en période électorale, mais il n'y a véritablement pas de baisse de régime en somme à Elecam. « Les membres du Conseil électoral, y compris le président, le directeur général et son adjoint continuent de venir travailler au siège et à assurer chacun ses responsabilités », renseigne une source à la division de la communication et des relations publiques de l'institution. Si le défi de l'organisation de la dernière élection présidentielle au Cameroun a été globalement relevé, l'organisme multiplie « des réunions d'évaluation de l'élection, s'emploie à rédiger les rapports au niveau des différentes commissions et le rapport général sur le déroulement de la présidentielle qui est en cours », ajoute



Le siège de Elecam à Yaoundé.

notre source. A l'en croire, Elecam se projette déjà également sur ses activités de 2019. Il s'agit en l'occurrence, de la révision des listes électorales.

A ce propos et d'après notre source, « les concertations relatives à la préparation de la révision des listes électorales pour l'année 2019 ont déjà commencé en interne ». Cette autre besogne nécessite néanmoins que tout le personnel de l'institution ait un repos mérité. « On en a vraiment be-

soin. Au niveau des ressources humaines, les départs en congé sont généralement prévus entre octobre et décembre. Ils seront accordés par vague après la prestation de serment du président de la République (chose faite depuis le 06 novembre dernier, Ndlr). Les retours s'effectueront au plus tard le 20 décembre prochain », explique-t-elle. Il est en effet question que tous les effectifs soient prêts le 02 janvier prochain pour relever cet autre défi.

Anne Marie Tsitsol

Angossas se développe considérablement

Maire de cette commune de la région de l'Est, elle revient sur les performances ayant permis à celle-ci de bénéficier d'une enveloppe de 50 millions Fcfa du Pndp.

 Par Pascal Dibamou

La commune d'Angossas vient de bénéficier de 50 millions Fcfa du guichet performance du Pndp comme 29 autres. Sur quelle base votre municipalité a-t-elle été sélectionnée ?

Le Programme national de développement participatif (Pndp) est un outil mis en place par le gouvernement et ses partenaires techniques et financiers pour améliorer les conditions de vie des populations. Le Pndp a institué en son sein en parallèle au guichet équité, à travers lequel les allocations sont allouées à toutes les 360 communes, un



guichet performance. Celui-ci incite les communes à la performance au niveau de la gestion budgétaire et comptable, de la transparence et la gouvernance locale, et de l'appro-

priation de la démarche participative promue par le Pndp. Il se trouve que cette année, la commune d'Angossas comme 29 autres ont rempli les critères de performance. Nous avons eu une performance de 83/100. Notre commune se développe considérablement. Être quand même lauréat dans une édition du guichet performance de la République c'est un motif de joie parce que, le travail que nous abattons est reconnu.

Comment allez-vous utiliser les 50 millions Fcfa que vous venez de recevoir ?

Le Pndp est déjà en train de construire une auberge à Angossas. Avec cet argent, je vais équiper l'auberge et l'électrifier à l'énergie solaire. Voilà les deux projets pour lesquels je compte utiliser cet argent. S'il y a un reste, les projets ne manquent pas, on va faire autre chose.

Quels sont les projets phares de votre commune ?

Si vous faites un tour dans ma commune, vous trouverez que je suis en train de construire un hôtel de ville et un centre multifonctionnel des jeunes. Je ne voudrais pas parler des forages, des routes et des salles des classes ; de tels petits projets sont légions. Avec tous ces projets, la commune d'Angossas se porte bien comme le Cameroun.

Sociétés à économie mixte**L'Etat relève le plafond des avals fixé à 40 milliards Fcfa**

Après la publication de l'ordonnance du 02 octobre dernier, la société Nachtigal Hydro Power Company est la première entreprise à bénéficier de cette avalise.



Par Pascal Dibamou

L'ordonnance du chef de l'Etat du 02 octobre dernier, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi de finances de l'exercice 2018, sera validée par le Parlement au cours de la session de novembre récemment ouverte. Le projet de loi y afférent a été déposé hier 08 novembre sur la table des députés et confié par la conférence des présidents, à la Commission des finances et du budget de l'Assemblée nationale. D'après l'exposé des motifs, cette ordonnance permet de relever le plafond des avals, fixé à 40 milliards Fcfa que l'Etat est autorisé à accorder à des sociétés à économie mixte. Il s'agit des sociétés dans lesquelles l'Etat détient la majorité ou la minorité du capital. Elles sont une quarantaine de structures dont la société Nachtigal Hydro Power Company (NHPC), agent d'exécution du projet d'aménagement hydroélectrique de 420 Mégawatts (Mw) sur le site de Nachtigal-amont.

En effet, en application des dispositions de l'ordonnance dont le projet de loi de ratification est en cours d'examen à l'Assemblée nationale, le gouvernement a accordé l'aval de l'Etat au titre des passifs financiers contingents pour un



La présentation de la maquette du barrage de Nachtigal.

montant global maximum de 723 milliards Fcfa pour le projet de Nachtigal. Ce mécanisme a été exigé par la société électrique de France (Edf) et la société financière internationale (Sfi) ; toutes deux les prêteuses pour garantir l'exécution dudit projet et le remboursement des emprunts contractés auprès d'elles, en cas de défaillance d'un partenaire.

Le projet hydroélectrique de Nachtigal va permettre de produire 420 Mw. Le calendrier rendu public par l'entreprise NHPC prévoit la mise en service de la première machine au

premier semestre 2020. Ce projet comprend la construction du barrage en béton compacte au rouleau (Brc), d'un canal usinier, d'une centrale hydroélectrique dotée de sept groupes de 60 Mw et d'une ligne d'évacuation d'énergie jusqu'à Yaoundé. Cette ligne sera construite sur 65 km entre la Sanaga et Yaoundé. Le barrage aura une retenue de 27,8 hectomètres cube (hm³) sur une superficie de 421 hectares (ha). Il aura un débit d'équipement de 980 mètres cube par seconde (m³/s).

Concernant les indemnités liées aux cultures et quelques rares cas de constructions, on peut lire sur le site

web de la société camerounaise NHPC qu'elles ont eu lieu au mois de décembre dernier. 1,15 milliard Fcfa ont ainsi été distribués à 150 personnes. En guise de compensation, la société NHPC s'engage à mettre en œuvre un programme d'accompagnement visant la restauration des moyens d'existence. Il s'agit de la mise à disposition de terres de remplacement, de l'indemnisation pour le défrichement et de la préparation de ces nouvelles terres, sans omettre la fourniture de semences et de plants améliorés entre autres.

Transport aérien**La qualité des services en question**

En conclave à Douala, les acteurs de ce secteur explorent les voies d'une satisfaction continue des passagers.



Par Michel Ferdinand

Le ciel camerounais sera davantage attractif si les consommateurs des services aériens expriment leur satisfaction au quotidien. La réponse à cette problématique meuble d'ailleurs les travaux ouverts le 07 novembre à Douala, à l'initiative de l'Autorité aéronautique civile du Cameroun (Ccaa). Ce qui s'inscrit dans une démarche encouragée par l'Organisation de l'aviation civile internationale (Oaci), qui impose des mesures en matière des droits des passagers.

La sixième rencontre du genre organisée par la Ccaa, régulateur de ce secteur, implique le gestionnaire des aéroports (Adc), le fournisseur des services de la navigation aérienne (Asecna), les administrations chargées de la sûreté de l'aviation civile (police, gendarmerie et douane) et les compagnies aériennes opérant au Cameroun. « *Le transport aérien de nos jours est certes le moyen de transport le plus sûr pour le déplacement des personnes et des biens d'une région du monde à une autre. Cependant, il doit être amélioré à certains égards pour mieux atteindre l'objectif de la fourniture de moyens de transport sécurisés et confortables* », analyse Mamadou Allabira, représentant du directeur général de la Ccaa et par ailleurs directeur général adjoint de la même institution. En 2017, les participants ont pu s'accorder, entre autres, sur le fait que « *la procédure de traitement des passagers à mobilité réduite doit être prise en compte lors*



Les acteurs du secteur aérien réunis à Douala.

du renouvellement de contrat entre les Adc et les compagnies aériennes ». Tout comme il a été recommandé de « *poursuivre la mise aux normes des camions-hôteliers* » et la « *mise à disposition urgente des bus de pistes pour protéger les passagers aériens en temps de pluies* ».

Le forum qui prend fin ce vendredi se tient dans un contexte marqué par la tenue au Cameroun de la Coupe d'Afrique des nations (Can) de football en 2019. Il fallait donc plancher sur les mesures nécessaires pour éviter des désagréments aux participants et touristes. Les projections affichent environ

un million de visiteurs attendus, ainsi que les spectateurs locaux qui iront d'un site à l'autre. « *Il incombe donc à tous les acteurs de s'efforcer de répondre à la demande de ce grand événement sportif en favorisant une fluidité accrue de nos aéroports, tant au départ, en transit et qu'à l'arrivée avec moins de retard et de désagréments* », poursuit Mamadou Allabira. Les acteurs n'ignorent pas qu'en donnant des solutions efficaces aux besoins des consommateurs des services aériens, la promotion de la destination Cameroun est de nature à susciter la rentabilité de son transport aérien.

A l'affiche

Koffi Olomidé attendu à Yaoundé

De passage au Cameroun, l'artiste congolais donnera un spectacle ce vendredi à la Sanza night-club.

 Par Vanessa Bassale

Depuis qu'il a déposé ses bagages au Cameroun il y a plusieurs jours, Koffi Olomidé est resté discret. Il s'est tenu loin des projecteurs et des caméras. Pourtant, ce vendredi à la Sanza Night-club de Yaoundé, la star de la musique africaine donne rendez-vous à ses fans pour un spectacle géant. Fera-t-il du live ou se contentera-t-il du playback ? Il faudra faire le déplacement pour le savoir. Une chose demeure, le spectacle sera de haute facture. Dans une ambiance de ndombolo et surtout de rumba congolaise, avec en plus des sonorités diverses et variées, il fera voyager les mélomanes d'un bout à l'autre de l'Afrique. Malgré ses nombreuses mésaventures qui ont quelque peu terni son image, Koffi Olomidé à qui on doit le célèbre « Quartier latin », qui a encadré des jeunes artistes comme Fally Ipupa et Mirage, reste une icône de la musique africaine. Ses albums « Abracadabra » et « Monde arabe » sorti respectivement en 2004 et en 2012 font encore danser et seront certainement de sortie ce soir. Ses textes atemporels sont appréciés tant par les mélomanes de l'ancienne génération que par ceux de la nouvelle. Vous avez parlé de nouvelle génération, Minks, le jeune rappeur sera lui aussi en spectacle ce week-end. Demain samedi 10 novembre précisément. Mais son show se



déroulera du côté de Douala, au complexe Manou et Eva sis au quartier Bonamoussadi. L'auteur du titre à succès « Le gars là est laid » aura la mission de divertir et de faire danser tous les abonnés de cet espace culturel. Tournons la page de la musique pour parler cinéma. Ce

vendredi 9 novembre s'ouvrira la 5e édition du festival Yarha. Un événement qui met en lumière les premiers films des réalisateurs locaux et internationaux. Au programme de la cérémonie d'ouverture, projections de films, déroulé des différentes articulations du festival, etc. Mais avant cela, les cinéphiles auront le privilège de prendre part à la montée des marches sur tapis rouge. Pas besoin de préciser que les tenues d'apparat seront de mises. Après le cinéma place au théâtre, en effet, l'édition 2018 du Festival africain de théâtre pour l'enfant et la jeunesse (Fatej) débutera également ce vendredi. Etoundi Zeyang et sa troupe égailleront les tout-petits. Les amateurs de sensations fortes pourront terminer le week-end avec le film « Chair de poule 2 : les fantômes d'Halloween » qui sera projeté dimanche prochain à Canal Olypia de Yaoundé.

Autres rendez-vous du week-end

- Présentation de la pièce de théâtre « La poupée barbe » de Elvis Bvouma à l'Ifc de Douala demain samedi.
- Spectacle Modaperf, dla, vend 9 nov ; ifc ;
- Avant-première, Sale temps à l'hôtel El Royale, sam 10 nov, Ydé.

Elvis Kemayo

Une star sur le podium

L'artiste musicien qui totalise 40 ans de carrière musicale, donne un concert demain samedi 10 novembre à Douala.

 Par Marthe Ndiang

Convaincre Elvis Kemayo de remonter sur scène au Cameroun pour un vrai show n'a pas été chose aisée. Pour y parvenir, Sylvain Kom son ami a dû y mettre du sien pour le faire fléchir, lui rappelant au passage les longues années d'amitié qui les lie. Lorsqu'Elvis Kemayo cède finalement, c'est à une seule condition : « lui donner tout un orchestre », renseigne Sylvain Kom de Universal prod soul sound entertainment, structure organisatrice du concert que l'artiste musicien donnera demain. Ce sera dans la salle de la Falaise diamond à Bonanjo à Douala. Un concert-événement pour celui qui n'a plus donné de spectacle dans son pays depuis plusieurs années. « A part quelques fois où j'ai chanté deux ou trois chansons à Fomeric sur insistance de mon ami Nkotti François, je n'ai plus fait de vraie scène seul au Cameroun depuis 1989 », révèle le présentateur vedette de Télé podium, une émission de variétés diffusée sur la Crtv au milieu des années 80. 29 ans déjà que ce fils Bagangté dans la région de l'Ouest n'a plus communiqué avec les siens.

A la séance de répétition à laquelle votre reporter a assisté mardi dernier, c'est un artiste décontracté qui répète avec son équipe. L'orchestre est composé de 10 instrumentistes, 2 ingénieurs de son, 3 choristes. En sus de 2 autres



personnes en charge de l'éclairage. Tous ont le cœur à l'ouvrage afin de permettre au public de passer un bon moment demain soir dès 20h. A l'écouter chanter « Tu es l'amour de mes rêves » en duo avec Babeth Edimo l'une de ses choristes, on se rend bien compte que même si son visage a pris quelques rides, sa voix elle, n'en a aucune. Sa voix douce et entraînante est restée la même. Ce qui n'est pas

le cas pour sa coiffure. L'auteur de « Te revoir » a troqué sa coiffure curly (cheveux défrisés et coiffés en petites boucles) pour quelque chose de plus ordinaire. Des cheveux crépus, coiffés à ras.

De son vrai nom Pierre Kemayo, c'est pourtant avec le prénom d'Elvis que ce fils de New-Bell à Douala est connu du grand public.

Elvis Presley

« A 13 ans, on avait dans notre quartier un groupe de jeunes de mon âge qui faisaient tous les ans des booms. Chaque quartier avait un groupe qui faisait de petites soirées. Comme on n'avait pas de tourne-disques, je reprenais les chansons d'Elvis Presley dans un anglais que moi-même je ne comprenais pas. Et les gens dansaient », raconte Elvis, un sourire nostalgique aux lèvres. « (...) Et le jour de la soirée, j'ai demandé au chef d'orchestre si je pouvais interpréter une chanson et les gars vont s'accrocher dessus pour exécuter leur chorégraphie. Et c'est ce jour que l'on m'a baptisé Elvis. Jusqu'aujourd'hui, on m'appelle ainsi. Ma mère est morte l'année dernière. Elle ne m'a plus jamais appelé Pierre. Elle m'appelait « Elvisi », poursuit-il. 2h30 minutes de concert sont prévues pour qu'avec son public, le chanteur-animateur revisite son gros répertoire, riche d'une quinzaine d'albums, avec près de 300 chansons. Celui qui annonce la sortie de deux albums l'année prochaine est aujourd'hui établi aux Etats-Unis.



Contacts éditoriaux :
David Smith
David.C.Smith@sas.com
+44 (0) 1628 490 433
Visitez le centre de presse de SAS
https://www.sas.com/fr_fr/news.html

COMMUNIQUE DE PRESSE

Analytics Experience 2018: découvrez comment l'analytique redéfinit l'innovation

Des Pionniers et des experts de l'analytique se sont réunis du 22 au 24 octobre à Milan

ANALYTICS EXPERIENCE, MILAN (11 oct. 2018) - Le monde qui nous entoure est redéfini par ce qui est fait et qui peut être fait avec des données. Aucune organisation ne peut rester passive face au rythme de changement dû aux progrès technologiques en matière d'analytique, d'intelligence artificielle (IA) et d'Internet des objets (IdO). Alors, pourquoi ne pas explorer les dernières techniques et technologies qui propulsent l'innovation à l'Analytics Experience 2018 du 22 au 24 octobre à Milan ?

Lors de cette conférence internationale, plus de 1 400 experts, leaders d'opinion et dirigeants ont discuté de la manière dont ils utilisent l'analytique pour renforcer les relations avec les clients, lutter contre la fraude, gérer les risques et améliorer leurs opérations. Et ils ont exploré des domaines émergents tels que l'apprentissage automatique, l'IdO et l'IA. Tous les secteurs de l'industrie ont été représentés, notamment des dirigeants, des cadres et des professionnels de l'analytique.

« Les systèmes IA et IdO performants d'aujourd'hui et du futur reposent sur l'apprentissage automatique, l'optimisation et l'analytique avancée. L'intelligence artificielle telle que nous la connaissons actuellement est un prolongement de l'analytique avancée », a expliqué Oliver Schabenberger, directeur des opérations et directeur de la technologie chez SAS. « En tant que leader de l'analytique, nous sommes très bien placés pour aider nos clients à intégrer l'IA et l'IdO dans leurs stratégies commerciales actuelles.

Les participants ont eu l'opportunité d'écouter les allocutions de :

- Anders Indset, l'un des éminents Experts du monde des affaires qui donne une nouvelle perspective à « l'art de penser »
- Giles Hutchins, professionnel pionnier et coach exécutif à l'avant-garde de cette révolution nécessaire, abordera le thème « donner vie aujourd'hui au type d'organisation adapté à l'avenir »
- Roberto Verganti, Professeur de leadership et d'innovation à la School of Management of Politecnico di Milano

Pendant deux jours, les dirigeants de nombreuses entreprises et organisations ont partagé leurs ex-

périences, notamment : EDP Energy & Utilities (Portugal), Banca d'Italia (Italie), Utrecht Healthcare (Pays-Bas), Insurance Fraud Bureau (Royaume-Uni), Konica Minolta. (Japon), Energisa (Turquie), Scandinavian Airlines (Suède), VTB Bank (Russie), Techniker Krankenkasse (Fonds allemand pour la santé publique), Standard Bank (Afrique du Sud), Sky (Royaume-Uni), Sci Sports (Pays-Bas), Tokyo Electric Company (Japon), Raiffeisenlandesbank NÖ-Wien (Autriche).

Oliver Schabenberger, vice-président exécutif, directeur des opérations et directeur de la technologie chez SAS, a ouvert la conférence le 23 octobre au MiCo - Milano Congressi, le plus grand centre de congrès d'Europe. Randy Guard, vice-président exécutif et directeur du marketing, et Mary Beth Moore, spécialiste en langage analytique et intelligence artificielle, faisaient partie des intervenants de SAS.

62 sessions d'échange ont eu lieu, quatre ateliers pratiques et 12 supers démos - ainsi que de nombreuses occasions de développer des relations avec les participants.

L'Analytics Experience de SAS est une série d'événements mondiaux qui réunit des milliers de participants sur place et en ligne pour partager des idées sur des enjeux commerciaux essentiels.

- FIN -

A propos de SAS

SAS est le leader de l'analytique. Grâce à ses logiciels et ses services innovants, SAS responsabilise et inspire ses clients du monde entier à transformer leurs données en informations. SAS vous donne THE POWER TO KNOW® (le pouvoir de savoir).

SAS et tous les autres noms de produits ou services de SAS Institute Inc. sont des marques déposées ou des marques de SAS Institute Inc. aux États-Unis et dans d'autres pays. ® indique l'enregistrement aux États-Unis. Les autres noms de sociétés ou de produits sont des marques de leurs détenteurs respectifs. Copyright © 2018 SAS Institute Inc. Tous droits réservés.

SAS Institute Inc. Siège mondial SAS Campus Drive Cary, NC 27513

TEL : 1 919 677 8000 FAX : 919 677 4444 VENTES AUX ÉTATS-UNIS : 800 727 0025 www.sas.com



Contacts éditoriaux :
David Smith
David.C.Smith@sas.com
+44 (0) 1628 490 433
Visitez le centre de presse de SAS
https://www.sas.com/fr_fr/news.html

COMMUNIQUE DE PRESSE

Analytics Experience 2018: find out how Analytics is redefining innovation

Analytics visionaries and experts to gather October 22-24 in Milan

ANALYTICS EXPERIENCE, MILAN (Oct 11, 2018) – What is being done and can be done with data is reshaping the world around us. No organization can sit idly by as the pace of change increases due to technological advances in analytics, Artificial Intelligence (AI) and the Internet of Things (IoT). So why not explore the latest skills and technologies driving innovation at Analytics Experience 2018 in Milan on Oct. 22-24?

At this international conference, more than 1,400 experts, thought leaders, and executives will discuss how they use analytics to build stronger customer relationships, fight fraud, manage risk, and improve their operations. And they will explore emerging areas such as machine learning, IoT and AI. Every industry sector will be represented, and attendees include executives, managers and analytics professionals.

“The successful AI and IoT systems of today and of the future are built on machine learning, optimization and advanced analytics. Artificial intelligence as we currently know it is a continuation of advanced analytics,” explained Oliver Schabenberger, Chief Operating Officer and Chief Technology Officer at SAS. “As the leader in analytics, we are in a great position to help our customers incorporate AI and IoT into their business strategies today, so join us at Analytics Experience to find out what you need to do to ride this wave of innovation.”

Participants can look forward to keynotes from:

- Anders Indset, one of the world's leading business philosophers who gives a new perspective on the “art of thinking”
- Giles Hutchins, pioneering practitioner and executive coach at the forefront of this necessary revolution, who will talk about “Enlivening the Future-Fit Organization Today”
- Roberto Verganti, The Professor of Leadership and Innovation at the School of Management of Politecnico di Milano

SAS Institute Inc. Siège mondial SAS Campus Drive Cary, NC 27513

TEL : 1 919 677 8000 FAX : 919 677 4444 VENTES AUX ÉTATS-UNIS : 800 727 0025 www.sas.com

During the two-day event, executives from numerous companies and organisations will share their experiences including: EDP Energy & Utilities (Portugal), Banca d'Italia (Italy), Utrecht Healthcare (Netherlands), Insurance Fraud Bureau (UK), Konica Minolta (Japan), Energisa (Turkey), Scandinavian Airlines (Sweden), VTB Bank (Russia), Techniker Krankenkasse (German Statutory Health Fund), Standard Bank (South Africa), Sky (UK), SciSports (Netherlands), Tokyo Electric Company (Japan), Raiffeisenlandesbank NÖ-Wien (Austria).

Oliver Schabenberger, Executive Vice President, Chief Operating Officer and Chief Technology Officer at SAS, will open the conference on October 23 at the MiCo – Milano Congressi, the largest convention center in Europe. Other SAS speakers include Randy Guard, Executive Vice President and Chief Marketing Officer, and Mary Beth Moore, AI and Language Analytics Strategist.

There will also be 62 break-out sessions, four hands-on workshops and 12 super demos – as well as plenty of opportunity to network with fellow attendees.

The SAS Analytics Experience is a global event series, which brings together thousands of attendees on-site and online to share ideas on critical business issues. You can live stream the event via this link.

- ENDS -

About SAS

SAS is the leader in analytics. Through innovative software and services, SAS empowers and inspires customers around the world to transform data into intelligence. SAS gives you THE POWER TO KNOW®.

SAS and all other SAS Institute Inc. product or service names are registered trademarks or trademarks of SAS Institute Inc. in the USA and other countries. ® indicates USA registration. Other brand and product names are trademarks of their respective companies. Copyright © 2018 SAS Institute Inc. All rights reserved



Lionnes indomptables

Un mouvement d'humeur désamorcé

Les primes que réclamaient les joueuses avant de chausser les crampons pour la Coupe d'Afrique des nations 2018 ont commencé à être réglées.

 Par Dimitri Mebenga

Des rugissements dans la tanière des Lionnes indomptables. Les autorités en charge du football camerounais viennent d'épargner le Cameroun d'un autre scandale. En effet, jusqu'à mercredi 07 novembre en soirée, les Lionnes indomptables sénior qui doivent prendre part à la 11e édition de la Coupe d'Afrique des nations (Can) au Ghana qui démarre le 17 novembre étaient sur le pied de guerre avec la Fédération camerounaise de football (Fecafoot) pour primes impayées après la rencontre amicale France-Cameroun du 09 octobre dernier au cours de laquelle elles se sont inclinées (6-0). Elles menaçaient de faire grève au cas où elles n'entraient pas en possession de certaines de leurs primes.

Les dites primes ont finalement été payées mercredi 07 novembre dans la soirée. « Nous avons perçu chacune environ 300.000 mille

francs représentant les frais de présence au match qui nous a opposé à la France. C'était notre première exigence. Maintenant nous attendons d'être fixées sur le montant des primes relatives à la Can », explique une joueuse qui s'est confiée sous le sceau de l'anonymat. Au moment de mettre sous presse, l'on a appris que le ministre des Sports se rendait dans la tanière des Lionnes. L'objet de la visite portait sur « une causerie entre le membre du gouvernement, les joueuses et le staff technique, les derniers réglages préparatoires au voyage d'acclimatation dont le départ est ce 09 novembre pour Abidjan », a précisé la Team Press Officer dans un post sur les réseaux sociaux. Selon Parfait Siki, chef du département de la communication à la Fecafoot « les primes du match amical France-Cameroun ont été



Les Lionnes en stage.

payées de même que celles du tournoi du Cosafa mercredi 07 novembre à 21 h, les autres primes à savoir celles de participations à la Can vont être payées aujourd'hui (hier ndlr) soit avant la cérémonie d'au revoir du ministre, soit après ». Pourtant le décret du président de la République du 24 septembre 2014 portant organisation et fonctionnement des sélections nationales dispose en son article 14 que « le montant des primes de présence et des primes olympiques est arrêté par décision du président de la Fédération camerounaise de football après concertation avec le ministre en charge des sports, trois mois avant le début d'une phase finale d'une coupe d'Afrique des nations (Can) ou d'une participation aux Jeux olympiques, 15 jours avant un match amical ». Si l'on se tient à cette loi, logiquement le problème

des primes ne devrait plus se poser.

Acclimatation

Les pouliches de Joseph Ndoko se désolent par ailleurs de leurs présences en terre camerounaise à quelques jours de la compétition. Pourtant dans son programme initial de préparation, il était prévu qu'elle (sélection) se rende à Abidjan en Côte d'Ivoire depuis le 02 novembre dernier pour un stage d'acclimatation avant de rallier son site au Ghana. Ce déplacement ayant avorté, un autre voyage a été prévu le 05 novembre, comme le précédent, il a lui aussi échoué. « Nous sommes surprises par la manière avec laquelle nous sommes traitées. A une semaine de la compétition, nous voici encore au pays pendant que nos adversaires sont déjà sur le site de la compétition. Cette situation d'amateurisme conjuguée à la mauvaise foi est vraiment très révoltante, après les gens vont seulement attendre les résultats, comment peut-on produire de bons résultats dans ces conditions ? », S'indigne notre informateur. « Le programme en Côte d'Ivoire prévoyait un tournoi de préparation, qui lui-même ayant accusé quelques retards, elles iront quand même livrer deux ou trois matches de gala qui serviront de préparation », conclut Parfait Siki.

Ce 08 novembre, la Fecafoot a rendu public une décision du président du Comité de normalisation signée le 29 octobre 2018 nommant Alain Defran Djeumfa, entraîneur national d'appui qui rejoint le groupe conduit par Joseph Ndoko et Bernadette Anong, respectivement entraîneur principal et entraîneur adjoint.

Eustache Bessala

Je voulais me libérer d'une dette morale

Auteur d'une marche sportive du 28 octobre au 02 novembre dernier, le fonctionnaire retraité donne le bien fondé de cette initiative.

 Par Désiré Domo

Vous avez organisé une marche sportive du 28 octobre au 02 novembre dernier de Minta (dans le Centre) à Yaoundé, dans le but de dire merci au président de la République, Paul Biya d'avoir bitumé la route nationale n°1. Quel bilan faites-vous de celle-ci ?

Le bilan est positif. Je voulais me libérer d'une dette morale envers le chef de l'Etat qui a décidé de bitumer la route nationale n°1 Yaoundé-Bertoua (en passant par Obala). Chose désormais faite. J'ai voulu marcher sur 250 km en 06 jours. Mais j'ai fait environ 200 km en 05 jours, parce que la force publique m'en a empêché, alors que je disposais encore des ressources physiques et morales.

Pourquoi avoir opté pour la marche sportive pour le faire signifier au chef de l'Etat ?

Je me voulais le 10e lépreux de la Bible. Celui qui n'a aucun droit, qui ne croit pas que les choses vont d'elles-mêmes, qui reçoit tout par amour et sait dire merci à la mesure du bien obtenu. Donc, c'était une manière de dire merci par les souffrances physiques et la sueur.

Aviez-vous le sentiment qu'il vous a entendu ?

Le destinataire du message en a-t-il eu écho, cela ne relève plus de ma compétence.

Où est-ce que vous avez puisé les ressources financières pour conduire une telle initiative ?

Je n'avais que ma petite pension mensuelle pour pouvoir organiser ce périple. Je n'avais aucun sponsor officiel, aucun appui de qui que ce soit. D'ailleurs, je n'en avais demandé à personne.

Quelles sont les difficultés auxquelles vous avez fait face ?



Les difficultés étaient d'abord d'ordre matériel. Pour une marche que j'ai projeté de faire seul, je me suis retrouvé, après la cinquantaine de kilomètres du départ, entouré de six inconditionnels qui m'ont accompagné jusqu'à la fin de la première étape, à Tong. A partir de là, les rangs ont à nouveau grossi, au point où j'ai dû remercier bon nombre à Nkoteng et Mbandjock. Les marcheurs devenant une charge pour ma modeste bourse. L'autre difficulté a été d'ordre administratif. En marchant seul, mon activité était, selon la loi de 1990, soumise à déclaration. Mais, avec les athlètes occasionnels qui venaient à ma suite, elle est devenue une manifestation qui, elle est soumise à une autorisation. Heureusement, l'objet et l'acteur de la marche que je suis étant connu, a bénéficié de la tolérance administrative. Toutefois, l'interruption de la marche à quelques kilomètres de l'arrivée a laissé en moi un goût d'inachevé. La pluie aussi s'est abattue sur le groupe à deux reprises, bien que n'ayant entamé le moral de personne.

Que dit la suite ?

La suite ne dépend plus de ma modeste personne.

Poule B

Le groupe de la « mort »

Repêchée par la Caf, la Guinée Equatoriale sera finalement à la Can 2018, en compagnie de la Zambie, l'Afrique du Sud et du Nigeria, habitués de cette compétition.



Par Claude Olivier Banaken

Retournement de situation de la Confédération africaine de football (Caf) à 08 jours du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des nations (Can) de football féminin Ghana 2018. Disqualifiée le mois dernier pour avoir aligné une joueuse déclarée inéligible, la Guinée Equatoriale a été réhabilitée mercredi 07 novembre dernier par la Confédération africaine de football (Caf), après une réunion de son jury d'appel.

Les Equato-guinéennes ont saisi l'instance faïtière du football africain qui les disqualifiait de cette compétition, pour avoir utilisé la joueuse d'origine Camerounaise Annette Jacky Messomo, dont le processus de changement de nationalité n'avait pas encore abouti. Après enquête, le jury d'appel de la Caf approuve que « la joueuse est éligible pour jouer avec l'équipe nationale de la Guinée Equatoriale ». Du coup, les vainqueurs de la Can 2012, disputée sur leur sol, retrouvent le sourire. Les Harambee Starlets du Kenya qui leur ont succédé sont de nouveau écartées de la course, à leur profit, pour disputer cette phase finale, programmée du 17 novembre au 1er décembre prochain dans les villes de Accra et Cap Coast.

Un super favori et trois habitués du rendez-vous au parcours presque similaire. Tel est donc le squelette de la poule B de la Coupe d'Afrique des nations (Can) de football féminin, Ghana 2018, composée de la Zambie, l'Afrique du Sud et de la Guinée Equatoriale qui vont tenter de défier un adversaire aux dents longues : le Nigeria. Une poule dite de la mort.

Les Nigériennes, double tenantes du titre, vont croiser la route de l'Afrique du Sud, autre géant du football féminin sur le plan continental. Dix fois championnes d'Afrique (1991, 1995, 1998, 2000, 2002, 2004, 2006, 2010, 2014 et 2016), les Nigériennes partent favorites de la compétition.



Afrique du Sud vs Cameroun lors de la Can 2016.

Tout comme les Sud-africaines, 04 fois finaliste en 1995, 2000, 2008, 2012 et qui sont au rendez-vous pour la 11e fois d'affilée. Même si elles courent toujours après un premier sacre. Après les faux pas enregistrés en 1998 et 2004, où les « Banyana Banyana » ont été éliminées dès le premier tour, ces dernières ont toujours atteint au moins l'étape des demi-finales de ce tournoi.

La Zambie, 4e lors de l'édition expérimentale de 1991, aura également fort à faire face à ces trois poids lourds du continent que sont le Nigeria, l'Afrique du Sud et la Guinée Equatoriale.

Pour décrocher leur qualification, les Zambiennes ont réussi à renverser la vapeur devant le Zimbabwe, lors du dernier

tour des éliminatoires de cette Can 2018. Battue chez elle 0-1 à l'aller, l'équipe Zambienne s'est imposée au match retour à Harare (1-2) grâce à un but marqué dans les ultimes minutes de jeu. Les colosses de la poule B et ceux de la poule A vont croiser le fer à l'issue des matches de poules. Selon le règlement de la compétition, les deux premières équipes de chaque groupe disputent les demi-finales. Un match de classement est aussi prévu entre les deux perdantes des demi-finales. Les trois premières nations obtiendront leur ticket pour la Coupe du monde féminine de la Fédération internationale de football association (Fifa), qui aura lieu en France l'année prochaine.

Asisat Oshoala

Le poison des défenses



Par Claude Olivier Banaken

Elle n'a certes pas été élue meilleure joueuse de la Can 2016. Mais, Asisat Oshoala a bel et bien terminé en tête du classement des buteuses de la compétition. Avec un quadruplé lors du premier match face au Mali, une réalisation face au Ghana et un nouveau but contre le Kenya (06 buts au total), la Nigérienne a été le fer de lance de son équipe. Une performance qui lui a valu le titre de meilleure joueuse africaine pour le compte de l'année 2017.

Incontrôlable par plusieurs défenseurs des équipes africaines, c'est la troisième fois que l'attaquante de l'équipe féminine du Nigeria remporte cette distinction après 2014 et 2016. Sans toutefois oublier que l'internationale nigérienne a été désignée meilleure joueuse de la Coupe du monde de football féminin des moins de 20 ans en 2014. La même année, Asisat Oshoala est décorée membre de l'ordre du Nigeria par le chef de l'Etat Goodluck Jonathan. Agée de 24 ans, Asisat Oshoala a effectué ses premiers pas de footballeuse au Fc Robo à Lagos, puis aux Rivers Angels Fc du Nigeria. En janvier 2015, le « poison » de plusieurs défenses rejoint la formation de Liverpool Ladies Fc. Au



cours de son séjour en Angleterre, elle est victime d'une blessure au genou. Celle-ci l'écarte des stades pendant deux mois. Asisat Oshoala relance sa carrière professionnelle un an plus tard (janvier 2016) au sein du club londonien Arsenal Ladies Fc.

Surnommée « Seedorf » par ses coéquipières en sélection

Liste des Lionnes retenues pour la Can

- 1- Annette Ngo Ndom
- 2- Nadège Bayegla Ndeme
- 3- Marthe Yolande Ongmahan
- 4- Michaela Abam
- 5- Augustine Ejangue Siliki
- 6- Raissa Feudjio
- 7- Michelle Akaba Edoa
- 8- Madeleine Ngono Mani
- 9- Thérèse Abéna
- 10- Jeannette Ngock Yango
- 11- Yvonne Leuko
- 12- Falonne Meffoumetou
- 13- Geneviève Ngo Mbeleck
- 14- Gaëlle Enganamouit
- 15- Marlyse Ngo Ndoumbouck
- 16- Marie Awona
- 17- Christine Manie
- 18- Francine Zouga
- 19- Ajara Nchout Njoya
- 20- Gabrielle Aboudi Onguéné
- 21- Charlène Meyong Menene

nationale, suite à sa vision de jeu et sa polyvalence sur le terrain (milieu et attaquante), l'actuelle sociétaire de Dalian Quanjian Fc en Chine (depuis le 10 février 2017) a réussi à se frayer un chemin au sein d'une équipe aux talents multiples, au point de faire partie aujourd'hui des maillons forts des Supers Falcons.



REMORQUAGE ET AIDE AU CONSTAT GRATUITS

www.sahamassurance.cm



SAHAM ASSURANCE AUTO

En cas de panne ou d'accident, nous sommes à vos côtés.

Quel que soit votre type de véhicule, bénéficiez d'offres adaptées à vos besoins.
En cas de choc ou de panne, le constat et le remorquage de votre voiture sont gratuits.
Pour plus de renseignements, rendez-vous dans l'une de nos agences.

ASSISTANCE
650 10 81 50



SAHAM
Assurance

member of  Sanlam group



TV5MONDE
AFRIQUE

**RETROUVEZ LE
MEILLEUR DES
PROGRAMMES
AFRICAINS SUR
L'APPLI GRATUITE**

**100% AFRIQUE
100% MOBILE**



afrique.tv5monde.com

